

Budget 2025 : le Vaucluse en a un et la France non



La France n'a pas de budget 2025, le département vote le sien en étant contraint d'économiser 13M€ tout en investissant 124M€ pour maintenir l'attractivité du Vaucluse.

« Investir est le seul moyen d'assurer l'avenir, le dynamisme et l'attractivité de notre département » a déclaré Dominique Santoni, la Présidente lors de la 1ère Plénière de 2025. Les 1584 pages des 52 délibérations ont été passées au crible en moins de deux heures par les élus départementaux. Au niveau national, l'ambiance est morose depuis la dissolution. Et lors de la dernière séance en novembre 2023, sous le gouvernement Barnier, il était question de 28M€ d'économies pour le Vaucluse, l'un des





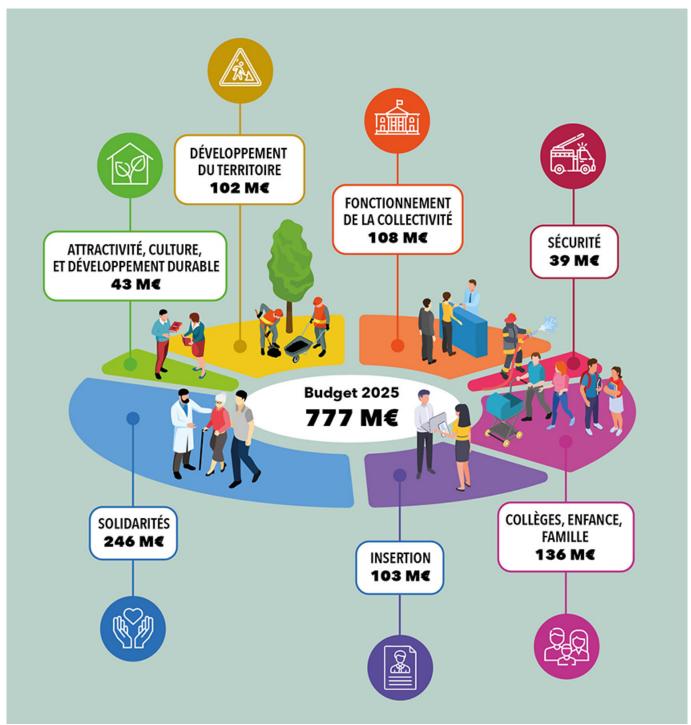
départements les plus pauvres de France... Mais depuis, avec la censure, il a fait long feu et François Bayrou lui a succédé à Matignon. « Nous avons dû trouver 13M€ grâce à l'ensemble des services qui a identifié les pistes d'économies en priorisant certaines actions, mutualisant les autres. Mais 5 piliers demeurent : l'agriculture, l'aide aux communes, la santé, les pompiers et l'investissement » a martelé la présidente.

« Investir est le seul moyen d'assurer l'avenir, le dynamisme et l'attractivité de notre département »

Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse

Le Budget Primitif s'élève à 776,5M€ (contre 767,1 en 2024, soit + 1,2%), celui du fonctionnement, malgré la disette, passe à 688,5M€ (+ 1,4%), les dépenses de gestion (social + personnel) augmentent de 619 à 624,7M€, ce qui n'est pas si mal en pèriode de vaches maigres. Le budget du SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) progresse, de 36M€ à 38,6M€ avec une « Prime de feu » pour les pompiers et la location d'un hélicoptère bombardier d'eau l'été.





© Département de Vaucluse

« Ce budget est réaliste, basé non sur des hypothèses mais sur des chiffres et des contraintes tangibles » ajoute-t-elle. « Oui, des économies doivent être réalisées, mais elles seront proportionnées aux



contraintes réelles, pas moins, pas plus ». 77 677€ seront dévolus au « Salon de l'Agriculture » entre le 170m2 Porte de Versailles à Paris, pour notre stand, vitrine de l'excellence agricole vauclusienne » insiste Dominique Santoni. 934 000€ pour le soutien à la culture, au cinéma, à l'image animée et 300 000€ pour les Chorégies d'Orange, le plus ancien festival du monde. Mais aussi 28,5M€ en 3 ans pour les contrats « Vaucluse Ambition » à destination des 151 communes du département.

Pour lutter contre les déserts médicaux, 4 Maisons de santé ont déjà ouvert (Avignon, Cadenet, Apt et Sorgues). « 12 500 consultations se sont déroulées, 3 000 vauclusiens ont enfin trouvé un médecin traitant » s'est félicitée Dominique Santoni. Valréas va suivre et il est question aussi d'adjoindre un assistant médical par structure ainsi qu'un bus qui quadrillera les territoires ruraux. Il existe, restent à trouver le chauffeur et le médecin.

« L'État à Paris dans son rôle de partenaire financier, n'a pas su être fiable, et je doute que nous puissions compter sur lui à l'avenir. »

Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse

En présence de Daniel Léonard, le président de la Fédération du BTP 84 dans l'assistance, elle a évoqué les chantiers en cours, le carrefour de Bonpas, la déviation d'Orange, la Maison Départementale pour les Personnes Handicapées (7,1M€) et « Memento », le futur Pôle des Patrimoines à Agroparc. 50M€ seront dévolus à la voirie, 16,9M à la réhabilitation de collèges.

La dette par habitant est de 272€ ce qui est peu par rapport aux départements de même strate (388€) c'est dire si la rigueur est d'actualité. Et le Vaucluse positive, avance, garde le cap pour rester attractif. Et un rapport de 38 pages détaillées fait le point sur la situation du Vaucluse en matière de développement durable pour ses 564 566 habitants. Une mine d'informations sur le nombre d'allocataires du RSA qui baisse, les 2388km de voirie qu'il faut entretenir, les 160km de véloroutes. Une personne sur 6 est en situation d'illectronisme, c'est à dire ne sait pas utiliser internet, ce qui pose problème en cette pèriode du « tout dématérialisé » même si, depuis 2023, a été déployé « Le réseau des acteurs de l'inclusion numérique ». On compte 46 000 passoires thermiques (17% du parc), 9,4% de chômeurs, mais aussi 140 000 bénévoles qui ne lésinent pas pour aider leur prochain.







© Département de Vaucluse

Enfin, en signe de solidarité, le département de Vaucluse a voté une aide de 10 000€ pour nos



compatriotes de Mayotte, frappés par le cyclone Chido le 14 décembre dernier. « Les habitations ont été dévastées, les paysages ravagés, la solidarité doit s'exprimer envers les 320 000 mahorais. Ici dans le Vaucluse, personne n'a oublié les inondations du 22 septembre 1992 à Vaison-la-Romaine et les soutiens qui nous sont parvenus du monde entier » a conclu Dominique Santoni.

La Commission européenne valide 117M€ pour la région Paca



Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et également président des Régions de France, a négocié les contours du futur partenariat avec la Commission européenne: 117M€ ont été validés pour la Région Sud.

La validation de la stratégie du Plan de relance européen (React-EU) fait de la Région la première de France à pouvoir lancer des appels à projets sur des Fonds européens. 117M€ à consommer d'ici 2023



sont ainsi mis à la disposition des acteurs régionaux pour financer des projets de transition écologique et numérique, le fonds de roulement des PME (Petites et moyennes entreprises) et sa politique de santé.

La réunion de travail, regroupant la Commissaire européenne en charge de la Cohésion et des réformes, Elisa Ferreira, la ministre en charge de la Cohésion des territoires et des collectivités territoriales, <u>Jacqueline Gourault</u>, et le Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, <u>Clément Beaune</u>, a déterminé les montants et les critères d'éligibilités sur la programmation 2021-2027.

Le Feder en appui à la recherche

Les conditions d'intervention du <u>Feder</u> (Fonds européen de développement régional) en faveur des projets de recherche étaient également à l'ordre du jour, évoquant la nécessité de « renouveler le soutien à des projets innovants et structurants pour le territoire régional, comme les projets de production d'hydrogène vert, d'éolien flottant, ou de réseaux de chaleur utilisant des énergies renouvelables. »

Pour le programme 2014-2020, les Fonds européens gérés par la Région représentaient alors 431M€, dont 126,2M€ dédiés à la recherche et l'innovation ; 43,6M€ aux services numériques ; 84,4M€ à la transition énergétique ; 20,2M€ à l'inclusion sociale et 141,5M€ à l'éducation et la formation.

Mobilité douce et numérisation

Notamment au centre des échanges: l'éligibilité des projets de mobilité durable en zone urbaine, notamment pour atteindre les objectifs de l'Union européenne en matière de transition énergétique et climatique. « Ces objectifs, fixés par la Commission dans le <u>Pacte Vert</u>, ne pourront se faire sans accompagner les principaux émetteurs de Co2 dans leur transition écologique, déclare Renaud Muselier. Des premiers appels à projets, lancés en mars, pour financer des projets de mobilité douce et le développement du numérique dans les communes seront suivis d'appels au mois de mai en faveur de la numérisation dans les collèges et les lycées et le soutien aux PME régionales. »

14 projets financés en Vaucluse

Dans le cadre du Contrat-Région 2021-2027, la région Paca engage par ailleurs <u>130M€ pour 14 projets</u> <u>en Vaucluse</u>. Parmi ces derniers figurent notamment la mise en œuvre du Grand site de Fontaine de Vaucluse ou la construction du Pôle de recherche et de conservation du patrimoine vauclusien.

Concernant le '<u>Sommet des Villes et des Régions européennes'</u> ayant lieu début 2022, sa tenue a été confirmée à Marseille. L'événement phare réunira plus de 15 000 élus locaux en provenance de toute l'Europe.



« Un budget ambitieux et équilibré »

Le budget primitif 2020 de Vaucluse avec ses 673,4 M€ vient d'être voté par l'assemblée départementale.

«Un budget ambitieux et équilibré », ainsi le qualifie Jean-Baptiste Blanc, le grand argentier de l'hémicycle. « Dans un contexte budgétaire préoccupant et incertain avec la suppression progressive de la taxe d'habitation, le département met en œuvre une gestion rigoureuse de ses dépenses tout en respectant ses missions auprès des habitants (aide sociale, collèges, routes...), en améliorant leur qualité de vie et en préservant l'ensemble des politiques de solidarité humaine et territoriale ».

A titre d'exemple, « le département de Vaucluse bénéficie d'une fiscalité nettement plus basse que ses voisins, avec un taux de taxe foncière inchangé de 15,13% en 2019. Il arrive troisième dans le classement le plus bas des 21 départements de la même strate (24,65% de l'autre côté du Rhône, dans le Gard par exemple) » poursuit Jean-Baptiste Blanc avant de faire le tour des grands postes de dépenses : 188M€ pour le social, dont 103,5 pour le RSA (Revenu de solidarité active). Son coût a été multiplié par 10 depuis 2009 dans le Vaucluse, 6e département le plus pauvre de France. 111M€ pour l'insertion. La masse salariale des 2 207 agents du Conseil départemental s'élève à 128,9M€. Même s'ils sont moins nombreux (2 318 en 2014, à l'arrivée de la nouvelle majorité) avec l'amélioration des salaires, ils sont mieux rémunérés. De fait la dépense augmente mécaniquement de +1,5%. Le SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) est doté d'une subvention de 33,6 M€, les collèges de 11,4 M€.

■ Côté investissements, le Département ne faiblit pas

Voilà pour le fonctionnement. Côté investissements, le Département ne faiblit pas : 131M€, dont 42,9M€ pour la voirie, 31M€ pour l'aménagement et le développement du territoire et 24 M€ pour le remboursement de la dette. Quant à l'impact du transfert par l'Etat des dépenses d'allocations individuelles de soli- darité, entre 2009 et 2020, il représente 566,4M€ en 11 ans, « C'est- à-dire plus d'un demi-milliard d'euros » constate, atterrén Jean- Baptiste Blanc.

Après cette présentation détaillée, place aux réactions des élus. A commencer par l'écologiste Sylvie Fabre qui dénonce une « politique de trop petits pas dans le domaine de l'environnement avec un budget



de seulement 3M€ pour 2020 ». André Castelli, du Front de Gauche, insiste sur « le désengagement régulier de l'Etat, notamment dans le secteur social comme le RSA. C'est un abandon de la solidarité qui ne permet plus de prendre en compte la détresse de milliers de Vauclusiens ». Le socialiste Jean-François Lovisolo, rend surtout hommage aux agents du département venus porter assis- tance aux riverains d'Apt, Pertuis et La Tour d'Aigues, lors des inondations de début décembre. A l'adresse de Maurice Chabert, le président du Conseil départemental, il déclare : « Vous n'êtes pas le Bon Dieu, mais vous pouvez aider. Vous êtes le garant du service public de proximité, vous ne vous attachez pas seulement à des valeurs comptables d'équilibre, mais à l'aspect humain ».

Côté Rassemblement national, Hervé de Lépinau affirme que « l'on assiste aux obsèques du département. Chaque année, la caisse à outils de l'Etat se réduit comme peau de chagrin. Stop aux larmes de crocodile. En 2017, vous avez voté pour celui qui amène les collectivités locales chez l'équarrisseur. Depuis, vous cautionnez une succession de renoncements ». Même son de cloche pour Yann Bompard (Ligue du Sud) : « On assiste à un désir d'euthanasie de la part du gouver- nement ».

Finalement, le projet de budget primitif 2020 sera voté (malgré 5 voix contre et 13 abstentions), y compris par le macroniste Sylvain Iordanov qui, pourtant, l'a qualifié de « sans ambition » et par la socialiste Darida Belaïdi qui, elle, l'a trouvé « ambitieux et sain » et qui a conclu : « Au-delà des chiffres et des graphiques, il y a de vrais gens. Et la solidarité est le seul patrimoine de ceux qui n'ont rien ».

Andrée Brunetti